

AGRICULTURE

AVOIR SON QUOTA

— Valérie Shaffer

Un producteur agricole sur cinq a pour principale source de revenu la production laitière en Abitibi-Témiscamingue. Alors que la diminution du nombre de fermes est une réalité bien présente dans la région comme ailleurs, dans quel contexte les producteurs laitiers évoluent-ils? Comment se quantifie le fruit de leur labeur?

La production laitière a la particularité d'être définie par la gestion de l'offre. En d'autres termes, la production laitière doit s'ajuster à la consommation. Ainsi, un producteur doit disposer de quotas pour pouvoir produire ou mettre en marché un volume déterminé de lait.

LES PRODUCTEURS

Les producteurs de lait n'échappent pas à la décroissance qui touche l'ensemble du secteur agricole. De 2014 à 2019, leur nombre a diminué de 129 à 96 en Abitibi-Témiscamingue, et de 5 961 à 4 877 dans l'ensemble du Québec. La grande majorité des entreprises laitières de la région étaient réparties dans trois MRC : Témiscamingue (41), Abitibi (25) et Abitibi-Ouest (24). La Vallée-de-l'Or et Rouyn-Noranda comptaient respectivement 4 et 2 entreprises.

LES QUOTAS ET LA PRODUCTION

Le nombre de quotas dans la région se situait à 5 143 kg m.g./jour (quota unique) en 2014, a atteint jusqu'à 6 265 kg m.g./jour (2017), puis s'est établi à 5 321 kg m.g./jour en 2018. À ceux-ci s'ajoutaient les quotas des programmes de démarrage et de relève d'entreprises laitières. Cela portait donc la région à une moyenne de 57,55 quotas par entreprise, ce qui est inférieur à la moyenne québécoise de 75,65 (2018). Cette situation s'explique en partie par la présence dans la région de quelques producteurs détenant un très petit nombre de quotas.

Quant à la production, bien qu'elle connût de légères fluctuations, on ne peut noter une tendance marquée, alors qu'elle est passée de 489 400 à 488 200 hectolitre (hl) de 2014 à 2018.

On observe toutefois une baisse des recettes brutes et du prix moyen net, autant dans la région qu'au Québec. Alors que les recettes brutes de la région étaient de 40,6 M\$ en 2014, elles se situaient à 37,7 M\$ en 2018. Dans la même période, le prix moyen net est passé de 77,12 \$/hl à 71,69 \$/hl.

Détention totale de quotas

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec, 2018

	Région	Québec
Nombre de producteurs	97	5 050
Quotas (kg de m.g./jour)	5 320,53	374 243,63
Détention moyenne de quotas par entreprise	57,55	75,65
Production totale (hl)	488 207	33 535 865
Recettes brutes (k\$)	37 662	2 575 100
Prix moyen net (\$/hl)	71,69	71,35

Note : Les quotas excluent les quotas des programmes de démarrage et de relève d'entreprises laitières, mais la moyenne les inclut. Sources : Les Producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue, **Rapport d'activité 2018**, 2019 et Institut de la statistique du Québec, **Fédération des producteurs de lait du Québec, Statistiques relatives à la production laitière, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2018**, [En ligne] Page consultée le 17 janvier 2020.

✓ LA CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS

Entre 2005 et 2015, la consommation de produits laitiers par habitant suivait une tendance baissière au Canada. En contrepartie, l'augmentation de la population canadienne au cours de cette période a entraîné une progression de 1 % de la consommation pour l'ensemble de la population canadienne.

Source : Carol Gilbert, **La transformation laitière canadienne : de plus en plus au Québec**, Bioclips, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 31 janvier 2017.

LA RELÈVE

Entre 2006 et 2015, 10 entreprises ont démarré dans la région par l'entremise du Programme d'aide au démarrage d'entreprises laitières, mais aucune de 2016 à 2018, même si l'Abitibi-Témiscamingue figure parmi les régions prioritaires.

Quant au Programme d'aide à la relève en production laitière, le nombre annuel d'entreprises bénéficiaires était de 2 ou 3 entre 2014 et 2018, alors qu'il oscillait entre 5 et 6 de 2009 à 2013.

Si l'offre limitée de vente de quotas et leur prix, fixé à 24 000 \$, constituent des défis à l'établissement de la relève, l'incertitude quant aux accords commerciaux internationaux de libre-échange pourrait également constituer un frein pour celle-ci. ■

IMMIGRATION ET SOCIÉTÉ D'ACCUEIL

— Mariella Collini

En 2019, cinq organismes de la région ont été mandatés par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) pour réaliser cinq diagnostics territoriaux en matière d'attraction et de rétention des personnes immigrantes. L'objectif visait à dresser une analyse des besoins du milieu pour, ultimement, attirer un plus grand nombre de personnes immigrantes et assurer leur établissement durable. Grandes lignes de ces diagnostics territoriaux.

Les démarches territoriales comportaient deux grands volets : une recherche documentaire accompagnée de groupes de discussion. Tour à tour, ces rencontres ont notamment permis de prendre le pouls de personnes immigrantes, arrivées depuis peu ou établies depuis quelques années dans la région, avec des profils diversifiés. Il s'agissait d'explorer leur vécu quant à leur installation ainsi que leurs perceptions quant aux processus d'intégration dans la collectivité. De plus, les membres et le milieu socioéconomique de la société d'accueil ont fait part de leur perception à l'égard des personnes immigrantes ainsi que de leur rôle pour favoriser l'établissement durable. Bien que les propos se soient exprimés de manière distincte d'un territoire à l'autre, d'une expérience de vie à une autre, voici des éléments communs à la majorité des territoires de MRC.

■ Motifs de leur venue et perception de la qualité de vie dans la région

Peu importe le territoire, la majeure partie des personnes immigrantes interrogées affirment que la principale raison qui a motivé le choix de s'installer dans la région est le travail ou les études. Le fait d'avoir de la famille ou des amis déjà établis est un autre incitatif, ce qui facilite par ailleurs l'intégration au milieu. À cela s'ajoute la qualité de vie, notamment pour les jeunes familles.

Plusieurs diagnostics territoriaux indiquent que pour de petits milieux d'accueil, en comparaison aux grands centres urbains, les territoires ont maints atouts associés à la qualité de vie tant recherchée. La proximité (services, activités, nature, réseau social), la tranquillité, la sécurité, les grands espaces et le plein air, l'offre et la qualité des services (éducation, santé), la vie culturelle ainsi que les belles perspectives d'emploi (critères recherchés, rémunération, polyvalence) en sont les principaux.

■ Difficultés à l'installation et défis rencontrés à l'intégration

Si plusieurs personnes immigrantes avaient une bonne idée de ce qu'était la région, d'autres n'avaient pas vraiment idée de ce qui les attendait. L'éloignement des grands centres, le climat et le « parler québécois », même chez les personnes maîtrisant le français représentent un choc culturel. Les personnes immigrantes ont soulevé diverses problématiques pouvant nuire à leur installation et éventuellement, à leur intégration et leur établissement durable. Il est à noter que plusieurs de ces contraintes ont également été relevées par la société d'accueil et le milieu socioéconomique.



Partout sur les territoires, et ce, même à Rouyn-Noranda, un frein notamment mentionné réfère à l'accès à un réseau de transport en commun efficient, alors qu'en d'autres endroits, on signale l'absence de services de location de véhicules adaptés aux besoins d'un nouvel arrivant. Il est aussi noté partout sur le territoire régional, le coût dispendieux du transport et plus généralement, des déplacements vers les grands centres.

« Lorsqu'on arrive, on ne peut pas acheter une voiture tout de suite pour différentes raisons (assurances, salaires, documents administratifs). »

Citation tirée du Diagnostic du Témiscamingue

Plusieurs diagnostics signalent également les coûts élevés des télécommunications (Internet et téléphonie cellulaire), qui représentent souvent le « pont » entre ici et leur famille, qu'elle soit dans les grands centres ou dans leur pays d'origine.



En ce qui concerne l'accès au logement, plusieurs propos font mention d'un manque d'accessibilité à des logements abordables et répondant aux besoins, jumelé, en certains endroits, à des conditions pouvant discriminer les personnes immigrantes.



Quant à l'offre de sports et de loisirs, souvent un vecteur d'intégration, ce n'est pas tant l'offre ou la diversité des activités qui posent problème que leur accès (coût, équipements, etc.) et promotion (réseaux sociaux et Internet), ce qui peut limiter l'intégration aux groupes.



Pour les services de santé, les familles immigrantes sont préoccupées par l'accès aux services de santé étendus (optométristes, dentistes, psychosociaux, etc.) ou encore, par les grandes distances pour avoir des services spécialisés. Également, il appert que l'accessibilité n'est pas la même dépendamment du statut d'immigration. Plusieurs autres mentions réfèrent au manque de places en services de garde.



Quant au système de l'éducation, il semble que les établissements soient bien perçus et l'offre est jugée intéressante. Pour ce qui est de la formation postsecondaire, tous les territoires rencontrent des défis en ce sens, que ce soit en raison de la diversité de l'offre, de l'information disponible sur le système éducatif ou des statuts d'immigration.

Un autre élément signalé dans tous les diagnostics par les personnes immigrantes et les acteurs socioéconomiques est le besoin régulièrement exprimé d'être mieux accompagnés par des ressources du milieu dans les démarches administratives en lien avec le processus d'immigration. Il en est de même pour la société d'accueil qui méconnaît les ressources en place pour les personnes immigrantes.

« La communauté ne sait pas ce qui est fait pour les personnes immigrantes. Ils ont besoin de renseignement sur la porte d'entrée pour les services offerts. »

Énoncé tiré du Diagnostic d'Abitibi

■ Relations interpersonnelles

Bien que de façon générale, les personnes

immigrantes saluent la gentillesse des membres de la société d'accueil, il reste difficile de prendre contact avec eux ou de faire partie de leur cercle social restreint (famille, amis, etc.).

« Vous êtes tellement tissés serrés, que c'est difficile de rentrer dans les mailles. »

Citation tirée du Diagnostic de Rouyn-Noranda

De l'avis général des personnes immigrantes, les opportunités de rapprochements interculturels, comme le travail, les activités sociales et interculturelles, le bénévolat et les activités sportives jouent un rôle important dans leur intégration.

Selon diverses expériences vécues par les personnes immigrantes ou d'observations de la société d'accueil et du milieu socio-économique, les diagnostics signalent la présence tenace de préjugés à l'égard de minorités ethnoculturelles. La méconnaissance de l'autre peut générer des commentaires intolérants et remplis de préjugés sur les réseaux sociaux, des pratiques discriminatoires en emploi et, plus globalement, un sentiment de crainte face à l'arrivée de personnes de cultures différentes, notamment en regard des emplois disponibles et des croyances religieuses.

Le niveau d'ouverture face aux communautés interculturelles n'est pas le même pour tous et partout sur le territoire, ce qui prône pour une plus grande sensibilisation ainsi qu'une prise de conscience collective sur ce que devrait être l'intégration.

■ Expérience sur le marché du travail

Si, concrètement, plusieurs personnes immigrantes sont actives sur le marché du travail dans leur domaine d'études ou d'expertise, certaines ont dû opter pour un retour aux études ou un changement de carrière. Les écueils rencontrés touchant la reconnaissance des diplômes et des acquis entraînent des conséquences non seulement pour les personnes immigrantes (retour aux études, surqualification, stress, etc.), mais aussi pour les employeurs (délais pour les embauches, frustrations, etc.) et la société en général.

« Pour les employeurs et les travailleurs immigrants, les lois et règlements relevant des ministères peuvent rapidement devenir un capharnaüm .»

Énoncé tiré du Diagnostic d'Abitibi-Ouest

Au chapitre de l'accueil et de la socialisation en milieu de travail, les propos indiquent que cela s'est généralement bien déroulé, ce qui ne signifie pas que le marché du travail est non exempt de préjugés et de discrimination (CV, inégalités en matière d'équité salariale ou d'avancement professionnel). Enfin, plusieurs diagnostics territoriaux abordent la difficulté d'accéder à des services de francisation qui peut, là aussi, dépendre des statuts d'immigration.

■ Raisons menant au départ

Plusieurs freins à l'établissement durable sont cités dans les diagnostics, notamment, sans être exhaustif : le travail (incluant celui du conjoint/conjointe), l'éloignement de la famille et/ou des grands centres, la poursuite d'études supérieures dans un programme non offert ici, l'accès aux infrastructures (logement, soins de santé, garderies, loisirs, etc.), le coût de la vie relativement élevé ainsi que la présence de discrimination et de préjugés.

MATIÈRE À RÉFLEXION

Bien que tous les diagnostics fassent mention de la rareté de main-d'œuvre en lien avec l'immigration, des propos issus des personnes immigrantes, de la société d'accueil et de l'entreprise rappellent l'aspect multidimensionnel de l'immigration.

« La gestion de l'immigration doit être pensée comme un heureux mélange d'humanisme et d'instrumentalisme pour éviter que l'immigrant ne devienne une marchandise comme une autre dans l'imaginaire collectif. »

Énoncé tiré du Diagnostic de la Vallée-de-l'Or

La nécessité de recruter de la main-d'œuvre, notamment immigrante, combinée aux préoccupations manifestées envers l'établissement durable des personnes nouvellement arrivées reposera sur l'efficacité d'un processus d'accompagnement en continu de l'ensemble des parties prenantes au sein des milieux. Soutenir l'intégration dans les diverses sphères de la vie (emploi, famille, etc.) dépendra ainsi de la capacité à se concerter et à miser sur des actions et des initiatives cohérentes. ■

« Si l'objectif de la collectivité est de devenir accueillante et inclusive, il est essentiel que les gens de tous horizons travaillent ensemble à ce même objectif. »

Énoncé tiré du Diagnostic de la Vallée-de-l'Or

✓ BUT : FAIRE MIEUX

Voici quelques propositions communes pour améliorer l'attraction, l'intégration, l'établissement, les relations interculturelles, etc.

> Faire connaître et reconnaître les réalités géographiques, économiques et territoriales de l'Abitibi-Témiscamingue et de ses territoires dans les grands centres (réduire les préjugés envers la région, octroi de ressources pour la pérennité des services, etc.).

> Promouvoir le caractère multidimensionnel de l'immigration par l'intégration économique et linguistique de même que l'amélioration des conditions et de la qualité de vie (logement, mobilité, télécommunications, services de garde, participation citoyenne, etc.).

> Sensibiliser et mobiliser la population, les entreprises et les organismes de la région à leurs responsabilités envers l'accueil et l'intégration du nouvel arrivant. L'aspect bilatéral de l'immigration implique une relation d'échanges culturels et non à sens unique (pratiques d'accueil et d'intégration, communication interculturelle, activités de socialisation, maillage, information des services offerts, etc.).

> Avoir accès à du soutien et des services améliorés du MIFI pour favoriser les démarches administratives reliées à l'immigration (embauche, changement de statut, etc.) et une cohésion entre les différents ministères qui financent des programmes visant une clientèle immigrante.

Sources : Carrefour Jeunesse Emploi d'Abitibi-Est, **Diagnostic en matière d'attraction et d'établissement durable des personnes immigrantes dans la Vallée-de-l'Or**, 2019.

La Mosaïque, **Portrait en matière d'attraction et d'établissement durable de personnes immigrantes en région**, 2019.

Carrefour Jeunesse Emploi d'Abitibi-Ouest, **Rapport diagnostic de la population immigrante - MRC d'Abitibi-Ouest**, 2019.

Mouvement de la relève d'Amos-Région, **Portrait en matière d'attraction et d'établissement durable de personnes immigrantes en région**, 2019.

Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue, **Portrait en matière d'attraction et d'établissement durable de personnes immigrantes en région**, 2019.

FAMILLE ET ENFANCE

MILIEUX DE VIE DES 0-5 ANS

— Valérie Shaffer

Au nombre de 9 700, les tout-petits représentaient 6,5 % de la population totale de l'Abitibi-Témiscamingue en 2018. Dans quels environnements grandissaient-ils? Place à quelques éléments de réponse.

Partant du constat que les conditions dans lesquelles grandissent les enfants âgés de 0-5 ans ont une influence déterminante sur leur développement, l'Observatoire des tout-petits s'intéresse à leurs environnements (familial, physique et des services éducatifs). Ainsi, chaque région a fait l'objet d'un portrait alliant statistiques ainsi que pistes de solution, en vue d'alimenter les réflexions pour assurer à chaque enfant le meilleur départ possible.

De manière générale, le portrait provincial indique que les environnements s'améliorent depuis les dix dernières années. Spécifiquement pour l'Abitibi-Témiscamingue,

le taux de fécondité des femmes de moins de 20 ans est à la baisse depuis 1998, le taux d'emploi des pères et des mères d'enfants de 0 à 5 ans est à la hausse depuis 2011 et la proportion d'enfants de 0 à 5 ans vivant dans une famille à faible revenu est à la baisse depuis 2004.

Le portrait québécois révèle également des faits préoccupants, notamment en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, le logement, le niveau de stress des parents, la défavorisation matérielle et la fréquentation de services de garde éducatifs qui ne respectent pas encore les exigences sur le plan de la qualification du personnel. ■

Distinctions régionales relativement aux environnements des tout-petits

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec, 2016, 2017 et 2018

	Région	Québec
Proportion d'enfants de 0-5 ans vivant dans une famille recomposée	14,6 %	9,8 %
Taux de femmes de moins de 20 ans ayant donné naissance à un enfant	12,6 pour 1 000	5,4 pour 1 000
Proportion de naissances issues de mères faiblement scolarisées	13,6 %	4,8 %
Taux de faible revenu chez les enfants de 0 à 5 ans	12,5 %	13,9 %
Proportion d'enfants de la maternelle qui se sont fait lire ou raconter des histoires par un adulte de la maison tous les jours dans l'année précédant son entrée à l'école	34,7 %	41,0 %
Proportion d'enfants habitant en milieu urbain	53,2 %	82,1 %
Proportion d'enfants de la maternelle habitant dans un quartier considéré moins sécuritaire par leur parent	16,7 %	13,1 %
Proportion d'enfants ayant été gardés, en moyenne, 45 heures ou plus par semaine avant leur entrée à la maternelle	5,6 %*	11,1 %

Note : * Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Source : Observatoire des tout-petits, **Portrait 2019 - Dans quels environnements grandissent les tout-petits du Québec? Région Abitibi-Témiscamingue**, 2020.



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

445, boulevard de l'Université
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622
observatoire@observat.qc.ca
OBSERVAT.QC.CA

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
2 200 abonnements

✓ SORTI DES PRESSES

Chaire de gestion du secteur de l'énergie - HEC Montréal, **État de l'énergie du Québec 2020**, 2020.

Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires - Université Laval, **Participation électorale à l'élection du 1^{er} octobre 2018**, 2019.

Comité logement d'Amos-région, **Les différents types de logements dans la MRC d'Abitibi**, 2019.

Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines, **Estimation des besoins de main-d'œuvre du secteur minier au Québec 2019-2023 avec tendances 2028**, 2020.

Comité sectoriel de main-d'œuvre en tourisme, **Portrait de la main-d'œuvre en tourisme - Abitibi-Témiscamingue**, 2019.

Commission de la construction du Québec, **Perspectives 2020**, 2019.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, **Statistiques sur la violence, le stress et le harcèlement en milieu de travail 2015-2018**, 2019.

Desjardins - Études économiques, **Survivabilité des régions : à quoi s'attendre pour les régions en 2020?**

Fonderie Horne, **Plan d'action pour la réduction des émissions atmosphériques**, 2019.

Institut de la statistique du Québec, **Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec - Édition 2019**

Institut national des mines du Québec, **Portrait des simulateurs d'engins miniers en formation minière**, 2019.

Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques, **Atlas des pressions sur le milieu aquatique**, 2019.

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, **Présence en 2019 des immigrants admis de 2008 à 2017**, 2020.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, **Enquête socioéconomique sur les piégeurs québécois en 2016**, 2019.

Observatoire des tout-petits, **Portrait 2019 - Dans quels environnements grandissent les tout-petits du Québec? Région Abitibi-Témiscamingue**, 2020.

Statistique Canada, **Infographie Portraits des communautés autochtones selon le Recensement de 2016**, 2019.

Bonne lecture !